Après la conférence annulée d’Avignon, deux prédicateurs islamistes remettent ça et en organisent une à Grenoble (MàJ : Darmanin annonce son interdiction)

28/01/2023 à 13h48



28/01/23

Grenoble : la conférence musulmane prévue dimanche «interdite» par le ministère de l’Intérieur

INFOLEFIGARO – Une association avait prévu d’inviter ce dimanche des personnalités contestées pour leurs prêches extrémistes. Des militants et élus du RN et de Reconquête! en appelaient au préfet pour faire interdire l’événement.

Grenoble ne sera pas le refuge de l'association D'Clic et de sa controversée conférence musulmane. Chassés de plusieurs villes ces dernières semaines, les organisateurs d'un événement sur l'islam ne pourront pas s'installer ce dimanche 29 janvier dans la ville de l'Isère. Le ministère de l'Intérieur indique ce samedi au *Figaro* que la manifestation «*va être interdite*», sans commenter davantage l'affaire.

Le député RN de l'Isère Alexis Jolly avait annoncé mercredi avoir écrit au ministère et au préfet du département au sujet de la manifestation : «*Ces prédicateurs prônent les violences à l'égard des femmes, la polygamie, ou encore la supériorité de l'islam sur la République*», déclarait-il. Le président du parti Reconquête! Eric Zemmour évoquait des prêches particulièrement violents et posait la question : «*Voulons-nous vraiment qu'un imam puisse faire l'apologie du djihad au lendemain d'attaques islamiques en Europe ?* ». Dans son sillage, de nombreux militants locaux avaient demandé une action pour empêcher que soit tenue la conférence.

[…]

Le Figaro

25/01/23

> *Bonjour @Prefet38, allez-vous autoriser la conférence de ce dimanche à #Grenoble de l'imam de la mosquée des Bleuets, Ismail, qui veut "interdire les relations hommes femmes" ? Cc @Interieur_Gouv pic.twitter.com/0MfuSMUo2c*
>
> *— Damien Rieu (@DamienRieu) January 25, 2023*

> *Bonsoir @Prefet38, allez-vous laisser de dangereux*

prédicateurs islamiques faire une nouvelle tentative d'organisation de cette conférence ? #Isere pic.twitter.com/XPWRiaSaWU

— Damien Rieu (@DamienRieu) January 24, 2023

07/01/23

Le mensonge ce n'est pas Haram? La vérité c'est que le propriétaire a renoncé. pic.twitter.com/ptYisWv117

— Damien Rieu (@DamienRieu) January 7, 2023

VICTOIRE !
Notre mobilisation a payé : la conférence islamiste prévue demain à Cabannes a été annulée ! Cette victoire est la vôtre : sans votre soutien, rien n'aurait été possible.
Nos adversaires islamistes doivent le savoir : nous ne lâcherons JAMAIS rien ! pic.twitter.com/Mnj3OLsa4D

— Stéphane Ravier (@Stephane_Ravier) January 7, 2023

La conférence islamique prévue dimanche à #Avignon aura lieu dans le département voisin. Cc @Prefet13 pic.twitter.com/BI5w8l6xnq

— Damien Rieu (@DamienRieu) January 6, 2023

Une conférence islamiste qui devait se tenir en Vaucluse a

été interdite… mais les islamistes vont la tenir à Cabannes, dans les Bouches-du-Rhône ! Le préfet DOIT interdire la tenue de cette conférence islamiste ! pic.twitter.com/FCIfeMrPtL

— Stéphane Ravier (@Stephane_Ravier) January 6, 2023

06/01/23

Sur sa chaîne Telegram, l'imam qui vient à #Avignon dépénalise la #polygamie et le #travailaunoir avant de promettre une réunion "sans filtre" ce dimanche 8/01/2023.
Vous autorisez des conférences qui inciteraient à violer la Loi française, @GDarmanin et @Prefet84 ? pic.twitter.com/CF23FFXw7c

— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) January 6, 2023

Quelques questions/réponses sur la chaîne Telegram de l'Institut Musulman des Bleuets de l'imam Ismaïl de Marseille, l'un des intervenants à la conférence du 8 janvier à Avignon :

NFDS : Les liens vers les questions et les audios ont été rompus, nous en avions cependant fait une sauvegarde
NFDS2 : Le compte Telegram a finalement été modifié pour passer de InstitutMusulmanDesBleuets à ImamIsmailOfficiel mais avec un accès restreint à ceux qui ont un compte Telegram,

nous avons réparé les liens et laissé les sauvegardes

Question : Est-ce que la simple discussion homme/femme est autorisée ?

Your Browser Does Not Support iframes!

Réponse : il est interdit d’avoir une simple discussion entre un homme et une femme

Your Browser Does Not Support iframes!

Question : Est-il permis de montrer sur les réseaux sociaux la coiffure d’une femme (voilée ou pas) ?

Your Browser Does Not Support iframes!

Réponse : Il est interdit de montrer les cheveux d’une femme sur les réseaux sociaux

Your Browser Does Not Support iframes!

Question : Est-il permis de mettre comme condition de mariage que l’on refuse la polygamie ?

Your Browser Does Not Support iframes!

Réponse : Je ne tranche pas

Your Browser Does Not Support iframes!

Question : Est-il permis de travailler au black ?

Your Browser Does Not Support iframes!

Réponse : A la base, c’est interdit, sauf si c’est ta seule source de revenu et que l’employeur t’y oblige

Your Browser Does Not Support iframes!

Question : Je suis converti et j'ai deux enfants (avant ma conversion) dont je doute la légitimité. Quels sont mes droits/devoirs vis à vis d'eux ?

Your Browser Does Not Support iframes!

Réponse : (il fait une distinction entre les lois de l'islam et les lois françaises)

Your Browser Does Not Support iframes!

> *Selon l'Imam Ismail de l'Institut des Bleuets à Marseille et membre fondateur de L.E.S Musulmans : En France, il faudrait demander au père ou tuteur légal pour épouser une femme, si elle n'a pas cela, on peut demander au… fils de la femme qu'on veut épouser. (Audio 01/01/23) pic.twitter.com/uSPosLN5BN*
>
> *— Euphorie (@_Oct14th) January 1, 2023*

> *Pour l'imam Ismail, membre-fondateur de L.E.S Musulman et responsable religieux de l'Institut Musulman des Bleuets à Marseille : Délaisser la prière est un péché plus grave que « d'avoir tué une centaine de personnes » (Màj : Il confirme dans un tweet)*

> *Pour l'Imam Ismail, responsable religieux de l'institut musulman des bleuets de Marseille*
>
> *Un musulman peut épouser une chrétienne ou une juive mais c'est déconseillé*
>
> *Un musulman n'a pas le droit d'épouser une athée*

> *Une musulmane n'a pas le droit d'épouser 1 chrétien ou 1 juif pic.twitter.com/2RwcMi0LLZ*
>
> *— David Dobsky (@dobsky33) May 12, 2021*

L'imam Ismail, membre-fondateur de « L.E.S Musulmans », rappelle que vous pouvez affranchir un esclave pour expier le fait d'avoir brisé le jeûne volontairement (MàJ)

Conférence islamiste à Avignon : bien que pour la préfecture son maintien "dénote une volonté de confrontation avec l'administration", elle ne l'interdira pas au nom de la liberté d'expression (MàJ)

> *#Avignon La polémique enfle avec des découvertes comme ce courrier choquant de @Prefet84 à Farid Bioud, organisateur de la conférence #islamiste :*
> *- "Le fait que vous ayez maintenu l'événement dénote une VOLONTÉ de CONFRONTATION avec l'administration."*
> *Allo, @GDarmanin ? pic.twitter.com/gtL3hmn9p4*
>
> *— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) January 5, 2023*

PRÉFÈTE
DE VAUCLUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avignon, le 1er janvier 2023

La Préfète de Vaucluse

à

Monsieur le Président de l'association D'CLIC

Objet : Organisation d'une réunion dimanche 8 janvier 2023 dans l'agglomération d'Avignon.

Monsieur,

Votre organisation a annoncé via les réseaux sociaux la tenue d'une réunion ce dimanche 8 janvier, dans l'agglomération d'Avignon.

Vous n'êtes pas sans savoir la polémique déclenchée par une telle annonce, depuis qu'en novembre, vous avez publié la tenue de cette même conférence avec le logo de l'association Baraka City, dissoute en Conseil des ministres dans le contexte extrêmement choquant de propos haineux tenus à l'occasion du lâche et violent assassinat d'un enseignant de la République, Samuel PATY.

Depuis, j'ai été saisie à plusieurs reprises pour que cet évènement soit annulé du fait de la nature supposée de la réunion, des propos tenus par le passé par plusieurs de vos intervenants, et des propos qui pourraient y être tenus. Ces saisines émanent non seulement de responsables politiques mais aussi de représentants du culte musulman en Vaucluse, qu'il s'agisse du Conseil départemental du culte musulman ou de mosquées, qui vous appellent à renoncer à une telle manifestation, qui jette le trouble dans la communauté musulmane locale, qui vit en paix avec la République et ses valeurs.

Je note que l'affiche de votre nouvelle réunion ne mentionne aucune association qui ferait l'objet de poursuites, ou dissoute du fait de propos contraires aux principes républicains.

Dans ces conditions, le principe de liberté de réunion et d'expression s'applique, et je vous indique que je ne compte pas engager, à ce stade, de procédure d'interdiction administrative.

Je tiens néanmoins à vous avertir que s'il venait à ma connaissance que des propos contraires aux principes de la République, par exemple à caractère haineux, quelle qu'en soit la cible, ou contraires au principe d'égalité entre les hommes et les femmes, y étaient tenus, je les signalerai immédiatement au plan judiciaire à Madame la Procureure de la République.

Le fait que vous ayez choisi, d'une part, en novembre, de maintenir votre évènement sans tenir compte de ma demande plutôt que de la reporter d'initiative dès le début de la polémique, dans une

démarche de concorde républicaine qui aurait été salutaire à tous et, d'autre part, de tenir le lieu publiquement secret le plus tard possible, dénote une volonté de confrontation avec l'administration que je vous invite à infléchir.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations républicaines.

Violaine DEMARET

Préfète de Vaucluse

PRÉFÈTE
DE VAUCLUSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Avignon, le 3 janvier 2023

ORGANISATION D'UNE RÉUNION PAR L'ASSOCIATION D'CLIC DANS L'AGGLOMÉRATION AVIGNONNAISE.

À la suite des réactions suscitées par l'organisation d'une réunion par l'association D'CLIC, la préfète de Vaucluse tient à apporter les précisions suivantes : la liberté de se réunir et la liberté d'exprimer des opinions constituent des droits garantis par la Constitution et par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Aucune réunion ne peut être interdite a priori, à moins qu'un risque de trouble à l'ordre public ne soit clairement avéré, ou s'il est établi avec certitude que des propos pénalement répréhensibles (par exemple incitant ouvertement à la haine, à la discrimination ou à l'apologie du terrorisme) vont être tenus.

À la lecture des informations actuellement disponibles s'agissant de la rencontre annoncée par l'association D'CLIC, l'organisateur ne se prévaut pas du soutien d'associations qui seraient aujourd'hui interdites, comme cela a été le cas lors de la réunion précédemment annoncée par la même association fin novembre. Il est également précisé que l'échange se tiendra dans un lieu privé, sans d'ailleurs que ce lieu ne soit aujourd'hui identifié. Rien n'indique à ce stade que la tenue de cette réunion pourrait venir troubler l'ordre public. Les précédentes réunions de cette association n'ont pas donné lieu à poursuites judiciaires ni condamnations pénales.

Dans ces conditions et à ce stade des informations disponibles, il n'est pas envisageable d'interdire de façon préventive l'organisation d'un tel évènement, sous peine de méconnaître gravement les principes fondamentaux de liberté de réunion et d'expression.

La préfète de Vaucluse rappelle néanmoins que si des propos contraires aux principes de la République devaient être explicitement tenus au cours de cette réunion, des procédures judiciaires pourraient être engagées afin d'en sanctionner les auteurs.

Bureau de la Représentation de l'État et de la Communication Interministérielle
Mél : pref-communication@vaucluse.gouv.fr
@prefet84
www.vaucluse.gouv.fr

2 avenue de la Folie
84000 AVIGNON

05/01/23

Conférence islamiste à Avignon : la préfecture refuse de l'interdire au nom de la liberté d'expression, le ministère de l'Intérieur confirme (MàJ)

> *Communiqué de presse des députés du @RNvaucluse*
>
> *Suite à notre courrier à Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, dans lequel nous demandions l'interdiction de la réunion islamiste du 8 janvier, nous avons reçu un appel du conseiller de ce ministère en charge […]* pic.twitter.com/m75UJMVarF
>
> *— Rassemblement National 84 (@RNvaucluse) January 5, 2023*

MàJ : Des mosquées qui prône un « islam de modération » s'y opposent

Conférence d'imams : les mosquées s'y opposent

Programmée dimanche, cette rencontre n'est pas du goût de tous les musulmans

Allah a dit : les hommes ont autorité sur les femmes. La femme vertueuse, c'est celle qui obéit à son mari…". Ces propos rigoristes, tenus par Nader Abou Anas ont été exhumés sur les réseaux sociaux. Cet imam fait partie des trois invités à une conférence programmée le dimanche 8 janvier à Avignon, dans un lieu qui sera divulgué au dernier moment. Un gage de discrétion pour un rendez-vous organisé par l'association D'clic, qui ne cesse d'alimenter la polémique depuis plusieurs semaines.

Face aux injonctions de la Préfecture, l'événement, qui devait se tenir en novembre, a été annulé et reporté. Un sujet dont l'extrême droite s'est rapidement saisi. *"Parmi les orateurs de cette réunion, on trouve les dénommés Nader Abou Anas, Medhi Bouzid et l'imam Ismail, tous connus pour des propos antagonistes avec ceux de la civilisation française. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de prendre les dispositions nécessaires pour que cette réunion ne puisse se tenir"*, ont adressé, le 2 janvier, les quatre députés RN du département, au ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, demandant également l'annulation de cette réunion.

"Ils sont associés à la mouvance salafiste"

Dernière actualité en date, qui fait mouche, la prise de position du Conseil départemental du culte musulman, rassemblant plusieurs mosquées locales, qui a exprimé un refus catégorique. À plusieurs titres. Sur la forme tout d'abord. *"Cette association n'annonce ni le thème, ni le sujet de la conférence. Le minimum de respect, c'est d'annoncer la couleur. On ne sait pas ce qu'il va être dit et fait. Par ailleurs, elle n'a pris aucun contact avec les associations locales, aucune mosquée n'a été informée"*, regrette Mohammed Moussaoui, président de l'Union des mosquées de France. *"Sur le site Internet de l'association, il n'y a aucune information. Il est également évoqué une collecte en faveur d'un projet éducatif. On appelle un public à venir, pour ensuite lui demander de payer. Ces méthodes ne sont pas éthiques. Cet ensemble d'incohérences nous amène à nous interroger sur les motivations réelles de cette association"*.



"Nous prônons un islam de modération", insiste Mohammed Moussaoui. / PHOTO ARCHIVES DAVID ROSSI

Sur le fond également, ce rassemblement pose de multiples questions. Ces trois intervenants sont de fait fortement contestés dans le monde musulman.

"Ils sont associés à la mouvance salafiste. Ils tiennent un discours qui n'est pas celui que nous souhaitons. Nous prônons un islam de modération", poursuit le secrétaire général du conseil départemental du culte musulman, qui appelle les musulmans à ne pas se rendre à cette conférence, si elle venait à être maintenue. *"Il y a un problème de sécurité. Nous ne souhaitons pas que le public avignonnais soit exposé à ces incertitudes"*. Un épisode qui vient en tout cas, une nouvelle fois, stigmatiser la communauté. Et de pointer *"l'instrumentalisation de l'extrême droite"*. *"Cette polémique est un facteur perturbateur. Cela me dérange. Nous sommes déjà dans un moment tendu. Or, nous voulons vivre sereinement notre religion"*, lance Mohammed Moussaoui, regrettant, pour conclure, que cette rencontre puisse se dérouler sans encombres. **D.F.B.**

Contacté, le président de l'association D'clic n'a pas donné suite à nos sollicitations.

"Il n'est pas envisageable d'interdire cette conférence de façon préventive"

La préfecture a tranché hier soir sur ce sujet épineux. Contre toute attente, la représentante de l'État ne prononce aucune interdiction, mettant en avant *"la liberté de se réunir et la liberté d'exprimer des opinions, des droits garantis par la Constitution et par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen"*. La loi est à manier avec beaucoup de précaution dans ce registre. *"Aucune réunion ne peut être interdite a priori, à moins qu'un risque de trouble à l'ordre public ne soit clairement avéré, ou s'il est établi avec certitude que des propos pénalement répréhensibles vont être tenus"*. La préfète Violaine Démaret estime par ailleurs que *"l'organisateur ne se prévaut pas du soutien d'associations qui seraient aujourd'hui interdites, comme cela a été le cas lors de la réunion précédemment annoncée fin novembre"*. *"Il est également précisé que l'échange se tiendra dans un lieu privé, sans d'ailleurs que ce lieu ne soit aujourd'hui identifié. Rien n'indique à ce stade que la tenue de cette réunion pourrait venir troubler l'ordre public. Les précédentes réunions de cette association n'ont pas donné lieu à poursuites judiciaires ni condamnations pénales"*. Pour autant, il est rappelé que *"si des propos contraires aux principes de la République devaient être explicitement tenus au cours de cette réunion, des procédures judiciaires pourraient être engagées afin d'en sanctionner les auteurs"*. **D.F.B.**

Cliquez pour agrandir

03/01/22

Les députés RN du Vaucluse écrivent à Darmanin

Monsieur le Ministre,
En novembre dernier grâce à la vigilance de la préfecture de Vaucluse une réunion islamiste n'a pu se tenir à Avignon. En effet, parmi les organisations parrainant l'évènement figurait Baraka City, association dissoute par vos soins en 2020. Parmi les orateurs de cette réunion, on trouvait les dénommés Nader Abou Anas, Medhi Bouzid et l'imam Ismail, tous connus pour des propos antagonistes avec celles de la civilisation française.
Or, ces mêmes individus viennent d'annoncer sur les réseaux sociaux leur volonté d'organiser de nouveau une réunion à Avignon le 8 janvier prochain. Ils ont pris soin cette fois d'enlever sur leur document de propagande le logo de Baraka City.
Pour autant, cette précaution ne change rien à la nature des discours qui risquent de se tenir à cette occasion. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, monsieur le Ministre, de prendre les dispositions nécessaires pour que cette réunion ne puisse se tenir.
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Bénédicte Auzanot, députée de la 2ème circonscription de Vaucluse

Joris Hébrard, député de la 1ère circonscription de Vaucluse

Hervé de Lepinau, député de la 3ème circonscription de Vaucluse

Marie-France Lorho, députée de la 4ème circonscription de

Vaucluse

Le Conseil départemental du culte musulman (CDCM) du Vaucluse appelle une association musulmane à annuler une conférence qu'elle organise prochainement à Avignon avec des prédicateurs islamistes, Feïza Ben Mohamed parmi les intervenants

Dimanche 8 janvier 2023, l'association D'clic basée à Bourg-lès-Valence, dans la Drôme, invite les musulmans d'Avignon, dans le Vaucluse, à assister à une conférence ayant pour invités trois imams et prédicateurs, Nader Abou Anas, fondateur du site Dourous.net, Mehdi Bouzid, initiateur de la chaîne en ligne IslamMag, et Ismaïl Abou Ibrahim, qui officie à la mosquée des Bleuets à Marseille. L'affiche publiée sur les réseaux sociaux ne révèle pas le nom d'une *« invitée surprise »* qui a confirmé sa présence à Saphirnews : Feïza Ben Mohamed, correspondante de l'agence turque Anadolu et militante très active contre l'islamophobie.

L'initiative a fait réagir les instances musulmanes locales. *« Les mosquées réunies au sein du Conseil départemental du culte musulman du Vaucluse s'interrogent sur les motivations réelles qui ont amené cette association basée sur Valence à choisir notre département pour l'organisation de son évènement, ainsi que les objectifs de la conférence elle-même dont le thème n'est pas évoqué et alors même qu'aucune association locale n'y est associée de près ou de loin »*, fait savoir le CDCM dans un communiqué transmis à la rédaction le weekend du 31 décembre.

Sa demande est claire : *« Compte tenu des risques graves de débordement et d'atteinte à l'ordre public qui pourraient entourer cette manifestation, les responsables des mosquées du Vaucluse appellent à l'annulation de cette conférence pour préserver la sérénité des musulmans de notre département et leur épargner une nouvelle polémique dans un contexte déjà très tendu. »*

(…) Saphir News

02/01/23

> *[RÉVÉLATIONS] #Avignon*
> *La Préfecture et la ville doivent faire interdire cette conférence ISLAMISTE du 08/01 !*
> *Parmi les 3 intervenants, figure :*
> *1) #NaderAbouAnas, il humilie les femmes qui dansent en portant le voile ou qui veulent le retirer !*
> *Ces hommes prônent la #Charia pic.twitter.com/wrRyRTtmQx*
>
> *— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) January 2, 2023*

> *[RÉVÉLATIONS, suite]*
> *Parmi les 3 intervenants de la conférence islamiste d'#Avignon :*
> *2) Mehdi, l'imam de Gennevilliers limogé par @GDarmanin lui-même pour prêche misogyne.*
> *Regardez la vidéo, il déteste les femmes !*
> *RT / DEMANDEZ l'annulation de cet événement à @Prefet84*
> *pic.twitter.com/EMJ7BITcd6*
>
> *— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) January 2, 2023*

[RÉVÉLATIONS, suite 2]
Bref, les 3 intervenants de la conférence islamiste d'#Avignon prônent la #Charia :
3) L'imam Ismaïl de Marseille interdit l'alcool, maudit ceux qui en boivent, qui en vendent ou qui en servent !
EXIGEZ l'annulation de cet événement à @Prefet84
pic.twitter.com/7WKyBaFqu2

— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) January 2, 2023

30/12/22

[ALERTE] À #Avignon, une conférence tenue par des #islamistes se tiendra le 8 Janvier 2023
Leur culpabilité les pousse à ne dévoiler le lieu que 48h avant !@GDarmanin, allez-vous laisser se tenir cet événement ou allons-nous devoir encore faire le job à votre place ?
pic.twitter.com/GtHtNyEiCM

— Isabelle SURPLY (@IsabelleSurply) December 30, 2022

Communiqué de presse du @RNvaucluse

NON A LA REUNION ISLAMISTE A AVIGNON !

En novembre dernier, la fédération RN du 84 avait alerté via la députée de Cavaillon @BeneAuzanot la préfecture de Vaucluse au sujet d'une inquiétante réunion islamiste à Avignon […] *pic.twitter.com/alogvm0vTF*

— Rassemblement National 84 (@RNvaucluse) December 30, 2022

En lien :

« Instruments du sheitan » : L'imam Mehdi limogé de la Mosquée de Gennevilliers par le Préfet après des propos misogynes (MàJ : Polémique autour du communiqué d'EELV)

Pour l'imam Ismail, membre-fondateur de L.E.S Musulman et responsable religieux de l'Institut Musulman des Bleuets à Marseille : Délaisser la prière est un péché plus grave que « d'avoir tué une centaine de personnes » (Màj : Il confirme dans un tweet)

> *C'est aux côtés de l'islamiste Abou Anas Nader qui explique qu'une femme ne peut se refuser à son mari et que lui prendre l'argent provoque des tremblements de terre que vt défiler Mélenchon, des féministes etc… le 10 novembre contre l'islamophobie…*
> *https://t.co/qMcySUH0Cv pic.twitter.com/ctveibvUKg*
>
> *— Pierre Sautarel (@FrDesouche) November 5, 2019*